

Sans toit, ni loi



En Russie des millions de citoyens sont privés de toute identité. Ils survivent dans des conditions exécrables.

Ces hommes, femmes et enfants sont apatrides dans leur propre pays.

A Saint-Pétersbourg on en compte plus de soixante mille.

Ce dossier vous offre un éclairage complet sur le sort réservé aux citoyens russes sans-papier sans abris dans leur propre pays.

Il vous permet de mieux cerner l'absurdité de la situation qui touche des millions d'hommes, de femmes et d'enfants, le pourquoi de leur bannissement administratif.

Thèmes :

- La Propiska
- Le Particularisme russe
- Une Ségrégation Historique
- Facteurs du sans-abrisme
- Accès aux centres d'hébergement
- La Santé
- La Scolarisation
- Les Enfants abandonnés
- Les Orphelins
- Les Familles de sans-abris

La Propiska Ou l'enfer des sans-papiers



Saviez-vous qu'en Russie sans propiska vous n'êtes rien ?

La propiska est ce statut administratif que le citoyen russe acquiert lorsqu'il enregistre son lieu de résidence.

Cette inscription dûment tamponnée dans son passeport intérieur est l'unique clé à une existence bureaucratique et aux droits qu'elle procure.

Peu importe les raisons : si vous perdez votre lieu de résidence, adieu la Propiska.

Une situation cauchemardesque

Sans Propiska impossible de chercher un appartement, de trouver du travail, de voyager à l'intérieur du pays, d'exiger que vos droits de citoyen soient reconnus, ceux d'avoir un toit, un travail, un passeport intérieur, de voter, d'accéder à l'aide sociale, aux soins, aux tribunaux.

Une situation cauchemardesque pour des millions de citoyens qui n'ont plus aucun droit et doivent entamer alors un parcours kafkaïen pour essayer de retrouver leur existence administrative. Les premières démarches officielles exigent au minimum six mois mais il est plus souvent question d'une longue année, voire plus.

Ce délai implique que le sans-papier demeure longtemps dans la rue, diminuant d'autant ses chances de réinsertion, voire de survie.

Les parents sans Propiska, transmettent cet état à leurs enfants. Ces enfants n'ont aucune existence, ni pour l'accès à la santé, ni pour celle à la scolarité.

La tyrannie administrative

Pour pallier à cette totale absence d'identité administrative et tous ses aléas, le service juridique de Nochlechka, enregistre les sans-abris, leur fournit une carte d'identité « maison » tacitement reconnue par les autorités pétersbourgeoises en attendant l'obtention éventuelle des papiers officiels.

Cette tyrannie administrative revêt un poids plus grand encore lorsqu'il s'agit des démarches pour l'obtention du passeport russe : son acquisition est assortie d'une exigence évidente : il convient que le récipiendaire soit de nationalité russe.

Or, l'éclatement de l'Union Soviétique en de nations multiples a laissé de très nombreux citoyens orphelins de ce statut.

Le particularisme russe



Contrairement à d'autres grands pays où l'enregistrement de sa résidence est un simple acte notifié aux autorités, en Russie l'enregistrement de résidence nécessite l'approbation des autorités correspondantes.

C'est une procédure longue qui implique beaucoup de paperasse.

En outre, **pour recevoir un enregistrement de résidence permanente il faut soit être propriétaire soit avoir la permission du propriétaire.** (Avec tous les abus que cela peut provoquer).

En Russie, curieusement, les droits individuels ne sont pas attachés aux personnes, mais à leur résidence.

S'il n'y a pas de résidence, il n'y a pas de droits.

Une personne sans enregistrement ne peut ni travailler légalement, ni recevoir des allocations pour ses enfants, une pension d'invalidité ou de vieillesse et ne peut pas bénéficier de l'aide médicale gratuite ou encore s'adresser au tribunal.

La constitution bafouée

Et pourtant, la Constitution de la **Fédération de Russie**, dans sa Loi Fondamentale, garanti à chaque citoyen les droits constitutionnels d'accès au logement, à l'emploi, à la santé aux soins médicaux, aux services sociaux, à l'acquisition ou à la confirmation de la citoyenneté russe, au vote et à l'éducation.

Pour des millions de Russes la réalité est tout autre.

Le quotidien des sans-papier illustre le fossé séparant les édits de la constitution et leur mise en application. Une telle situation peut discriminer pratiquement n'importe quel citoyen. En effet, les normes actuelles d'enregistrement limitent l'accès aux droits dont l'Etat se porte garant et non pas à ceux de la Constitution.

La difficulté de la réinsertion des citoyens russes sans-papiers, sans-abri est donc étroitement liée au caractère discriminatoire de la législation russe, qui prive la personne sans enregistrement de la possibilité de réaliser ses droits constitutionnels fondamentaux.

En guise d'aide sociale, l'Etat russe se satisfait d'une seule attitude : la négation du problème.

Très vite un sans-papier devient un sans-abri. Malgré le caractère totalement discriminatoire de ce système, il a une certaine logique. Le sans-papier n'existe pas et donc il n'y a pratiquement pas de système étatique d'assistance pour les sans-papiers sans-abris.

Les autorités saint-pétersbourgeoises le reconnaissent sans détour : la part du budget consacrée aux problèmes sociaux est minime.

Elles ne cachent pas que la ville abandonne aux ONG le soin de prendre en charge la problématique de la misère.

Devenir sans-abri est facile, mais il est incroyablement difficile de revenir à la vie normale.

Pour qualifier la qualité du système social d'un Etat il existe une terminologie spécifique :

La durée moyenne de l'itinérance

C'est le temps qu'il faut à une personne vivant dans la rue pour être en mesure de revenir à une vie normale. Dans les pays où le problème de l'itinérance est pris au sérieux, cette période est inférieure à un an.

En Russie, il est théoriquement de 7 ans.

Théorique en effet, **la majorité des personnes qui sont sans abris en Russie le demeurent pour le restant de leur vie.**

Une ségrégation historique



En Russie, pour ceux qui n'ont pas de logement, pas de papier, la situation est au-delà de toute issue.

De tout temps, à l'instar des autres métropoles russes, qu'elle s'appelle Petrograd, Leningrad ou Saint Pétersbourg, la Venise du nord a connu ce phénomène des sans-logis.

Les régimes se sont succédés, le remède à l'extrême pauvreté, lui, n'a guère évolué.

En guise d'aide sociale, une seule politique, une violente répression

Au 17e siècle, les autorités tsaristes croyaient rendre la criante pauvreté moins visible en recourant au bannissement, à l'asservissement, à la torture et parfois à l'exécution.

A la fin du 19e siècle, sous la pression croissante de l'opinion, ce procédé fut progressivement remplacé par la mise en place d'un embryon de système d'aide sociale.

Il n'eut guère le temps de faire ses preuves : l'arrivée du régime communiste balaya ces timides prémices et rétablit l'approche répressive.

Sous le communisme, par la magie d'une simple écriture bureaucratique, le problème des sans-logis cessa d'exister.

En effet, il était inconcevable qu'une telle problématique puisse perdurer au paradis du socialisme triomphant.

Et puisque la pauvreté ne pouvait exister, simplement elle n'exista pas. : La catégorie sans-logis devint celle de criminel et le tour fut joué.

Par l'enregistrement bureaucratique, l'existence de l'individu fut soumise à un contrôle drastique, de la naissance à la mort, régie par un papier, la fameuse propiska.

Des ombres dans la rue

Depuis le changement de régime en 1991, la transition politico économique actuelle favorise la loi de la libre entreprise, du capitalisme sauvage, d'une corruption étatique effrénée, de la privatisation des biens de l'Etat, dont une très grande partie du parc immobilier.

Sans garde-fou, sans législation sociale, des millions de citoyens russes ont ainsi perdu leur logement, leur propiska et toute possibilité d'exister, si ce n'est celle de survivre, telles des ombres dans la rue.

En effet, depuis la chute de l'URSS, administrativement, rien n'a réellement changé pour les sans-papiers.

Sans le sésame de la propiska, le Russe n'a aucun droit.

Actuellement, le concept de sans-logis n'existe toujours pas officiellement.

Baptisés Bomzh par la police, ils sont considérés comme des êtres de non droit puisque sans propiska.

Le terme Bomzh est appliqué à toute personne ne correspondant pas à la norme. On traduira ce terme par marginal.

Force est de constater, qu'en Russie, les politiques inhumaines et détestables traversent les siècles.

Personne n'est à l'abri

Chassés, persécutés, embastillés, les Bezdomniés n'ont pas plus d'existence légale qu'à l'époque de Staline et consort.

D'ailleurs, le terme sans-logis, Bezdomnié, n'apparaît pas dans le vocabulaire officiel de la Russie contemporaine.

Seules quelques ONG l'ont inclus dans leur lexique interne.

Il serait faux de croire que le Bezdomnié correspond à l'image que l'on a du S.D.F. en Europe.

En effet, en Russie tout un chacun peut se retrouver à la rue s'il perd son logement. (Lire l'exception russe)

Et nul besoin d'être un cas social pour que cette catastrophe arrive.

Pour l'administration en place de nier le problème des sans-logis est logique puisqu'administrativement ils n'existent pas.

Le reconnaître équivaldrait à modifier la loi régissant l'enregistrement.

Et cela, pour l'instant, il n'en est pas question, puisque cette propiska permet une main mise sur l'individu, un strict contrôle de son existence.

Principaux facteurs du sans-abrisme



Statistiques recueillies en 2018 par Nochlechka auprès de 1'384 sans-abris

L'âge moyen est de 46 ans. 81% sont des hommes. 87% sont citoyens russes.

Leur profil

- 16.1%** ont suivi des études universitaires
- 44%** ont suivi des études secondaires professionnelles
- 28.6%** ont suivi des études secondaires
- 9.4%** ont suivi des études supérieures et ne les ont pas terminées
- 0.8%** ont suivi l'enseignement primaire
- 0.8%** n'ont pas d'éducation

Les causes

- 32%** migrent vers une grande ville dans l'espoir de trouver un mieux-être économique.
- 30%** sont expulsés de leur logement par leurs propres familles suite à des conflits.
- 18.6%** sont victimes de fraudes immobilières, personnes âgées, orphelins, malades mentaux.
- 14.1%** diverses raisons. Expulsion du logement fourni par l'employeur, réinstallation forcée, biens saisis pour dettes, les conflits avec les voisins, choix personnel souvent causé par la question mentale et violente.
- 8%** sont des prisonniers, de ce fait perdent leur logement ou n'ont plus de papiers à leur libération.
- 7,2%** ont des problèmes d'alcool, de drogues
- 6%** n'ont pas de famille, de connaissance, sont seuls face à l'adversité.
- 5.3 %** forcé de vendre sa propriété pour diverses raisons.
- 5.1%** ont été gravement malades ou blessés

3.3% d'orphelins. Malgré l'obligation légale de leur fournir un logement, ce n'est pas toujours le cas.

2.5% habitat ayant été détruit suite à un sinistre (incendie-inondation-etc)

Accès aux abris étatiques



Pour le sans-papier sans-abri accéder aux abris proposés par la ville n'est pas une sinécure.

Les conditions demandées frises l'absurde, à croire que les fonctionnaires qui les ont concoctées ne savent absolument rien du sans-abrisme et de ses causes.

Des démarches kafkaïennes

En effet, pour pouvoir en bénéficier, vous devez vous inscrire au Centre Municipal d'Enregistrement.

L'enregistrement est effectué selon le Règlement sur l'enregistrement des citoyens de la Fédération de Russie sans domicile fixe du 17.08.2007 No 1010.

L'enregistrement est effectué sur présentation d'une demande faite par écrit accompagnée des documents suivants :

- papiers identifiants la personne en tant que citoyen de la Fédération de Russie.
- le formulaire No 9 – qui certifie le dernier enregistrement à Saint-Pétersbourg.
- une fiche de départ – le papier certifie l'absence d'enregistrement
- une attestation d'absence d'enregistrement à l'endroit indiqué dans la fiche de départ
- les citoyens qui sortent de prison présentent une attestation de mise en liberté.

Après l'obtention de l'attestation vous devez vous adresser à la Commission Interdépartementale sur la Prophylaxie du sans-abrisme auprès de l'administration de votre district.

- Vous pouvez aussi essayer de vous adresser directement aux assistants sociaux du foyer de nuit de votre district.
- Si votre district ne possède pas de foyer de nuit, vous devez, après obtention de l'attestation, vous adresser à la Commission interdépartementale de votre district et, ensuite, aux foyers d'autres districts.

Une fois enregistré, le citoyen reçoit une attestation valable pour 1 année.

Des conditions frisant l'impossibilité pour être remplies par une personne sans-papier et à la rue.

279 places pour 60'000 sans-abris

Les centres d'accueils de la ville de Saint-Pétersbourg sont tout à fait insuffisants. En effet la ville possède un réseau de foyers de nuit destinés aux sans-abris dont le dernier enregistrement a été effectué dans cette ville.

Actuellement, sur les 18 districts que compte la ville, 14 foyers existent, ils proposent en tout et pour tout 279 places pour les 60'000 sans-logis recensés.

Si vous arrivez à décrocher le sésame, ces lieux offre un lit, de la nourriture, des vêtements, la possibilité de se laver et de faire leur lessive. Vous pouvez y rester un maximum de 3 mois. Aucune prophylaxie est proposée.

A Saint-Pétersbourg, seule Nochlechka abrite les sans-papiers sans restriction.

La santé



Un des domaines où le citoyen russe sans-papiers, sans-abris est particulièrement discriminé est celui de la santé.

En effet du fait de l'absence de justificatif administratif, la Propiska, cette personne n'a pas accès aux divers soins et même aux urgences.

Malgré quelques avancées législatives en faveurs de ces citoyens laissés pour compte, la situation reste fort critique.

Par exemple en hiver, les gelures demandent des traitements longs et coûteux.

En conséquence, les hôpitaux préfèrent y renoncer et appliquent un pansement de fortune, distribuent quelques médicaments et renvoient ces patients à la rue et à ses aléas climatiques.

Ces terribles lacunes ont été et sont encore un des chevaux de bataille de Nochlechka qui peut s'enorgueillir, parfois, de quelques succès.

La Scolarisation



A Saint-Pétersbourg, ils seraient environ huit mille enfants sans accès à l'éducation.

En effet, les enfants des citoyens russes sans-papiers sans-abris, comme leurs parents, n'existent tout simplement pas.

De ce fait, ils sont, entre autres, privés de toute scolarisation.

Et ceci malgré la Loi du 10.07.1992 No 3266-1 qui stipule :

... L'accès à l'éducation est sans restriction aucune pour tous les enfants sans tenir compte de la présence ou non de l'enregistrement ou d'autres facteurs ou circonstances...

L'irrespect de la Constitution

Nochlechka a attiré à plusieurs reprises, et depuis de nombreuses années, l'attention du ministère et de son responsable en charge du dossier sur le fait que le droit de l'enfant à l'inscription scolaire ne doit pas dépendre de la situation juridique de ses parents car ces exigences entrent en conflit avec la Constitution et avec la Convention des droits de l'enfant.

Pour le moment avec très peu de résultats.

Les Enfants abandonnés



A la chute du régime communisme, le phénomène d'abandons d'enfants par leurs parents est devenu massif. Il est à l'origine du grave problème rencontré aujourd'hui par cette génération d'orphelins, ne pas avoir de logement.

En effet, selon les données du Département de l'Education Russe, environ 60 % des jeunes gens issus des orphelinats en sont privés.

Le rapport de l'organisation internationale "Human Rights Watch" relève qu'en Russie environ 15'000 adolescents de 18 ans, parfois plus jeunes, sortent chaque année des institutions spécialisées (orphelinats, internats, maison d'enfants).

Au cours de la première année qui suit leur sortie, quelques 3'000 jeunes (20%) deviennent des « bomzh », des SDF, 5'000 (30 %) passent devant la justice et 1'500 (10%) se suicident.

A Saint-Petersbourg, 10'000 enfants végètent dans la rue et près de 3'000 d'entre eux seraient atteints du sida.

Les Orphelins



Les statistiques officielles russes informent qu'au 1er septembre 2018, 47'800 enfants étaient orphelins.

Les orphelins sociaux

Selon les chiffres administratifs, 80% des orphelins enregistrés sont ce qu'on appelle en Russie, des « orphelins sociaux ».

Leurs parents biologiques – en vie – ont été privés de leurs droits parentaux ou s'en sont délestés.

Dans ce pays, chaque année, des milliers d'adolescents de 18 ans, parfois plus jeunes, sortent des institutions spécialisées (orphelinats, internats, maison d'enfants). Les données du Ministère de l'Education les cataloguent ainsi : 50% d'eux entrent dans la catégorie des gens à risque, 10% se suicident, 33% sont au chômage, 20% deviennent sans abris.

Être un orphelin en Russie est trop souvent synonyme d'une existence des plus précaires, en marge de la loi, et sans aucun droit administratif.

Les Familles de sans-abris



En Russie, parmi le nombre total de SDF, 17% représente des familles avec enfants. 13% de ces sans abris vivent en couple.

A Saint-Pétersbourg, il n'existe pas d'institutions spécialisées pour les familles de sans-abris.

A Saint-Pétersbourg, cinq mille familles sont sans-papiers.

Leur situation légale dépasse tout entendement

Si une famille avec enfant perd son logement et son enregistrement (Propiska), l'enfant, selon toute vraisemblance, se retrouvera dans un foyer et ses parents au mieux dans des abris de nuit, au pire à la rue.

Une famille sans-abri se trouve dans une situation très particulière : les parents sans enregistrement n'ont pas la possibilité d'assurer leurs enfants s'ils devaient tomber malades ou s'accidenter.

Lorsque la femme accouche aux urgences, seul lieu où est acceptée une sans-papier enceinte, son nouveau-né ne saurait être enregistré puisque la mère administrativement n'existe pas. Donc le nouveau-né n'existe pas.

Le père, même avec des documents en règle, ne peut le reconnaître puisque l'enfant administrativement n'existe pas.

D'ailleurs, si auparavant, le compagnon avait voulu légaliser son union par les liens du mariage, cela aurait été impossible, sa compagne n'ayant pas d'identité officielle.

L'enfant venu au monde est privé de tout droit

Pas de soins gratuits, ni de visites médicales, pas de vaccinations. L'accès à toute scolarisation lui est interdit.

A Nochlechka, les enfants bénéficient d'un suivi médical et trouvent également des habits à leur taille.